Résumé : Caractères Généraux du Constitutionalisme Historique Espagnol

Chapitre I - Synthèse Pédagogique

Introduction Générale

Ce chapitre introductif pose les bases pour comprendre l'ensemble de l'histoire constitutionnelle espagnole. Il ne se contente pas de décrire une succession de textes, mais analyse les causes profondes de l'**échec relatif** du constitutionnalisme en Espagne. Il met en lumière le décalage constant entre les textes, souvent avancés, et une réalité politique, sociale et économique qui les a toujours **falsifiés**.

1 1. Mouvement Constitutionaliste et Falsification des Constitutions

1.1 L'Idée Révolutionnaire de Constitution

À la fin du XVIIIe siècle, l'idée même de Constitution était révolutionnaire car elle impliquait :

— Un fondement du pouvoir **immanent** (le peuple), contre le fondement **transcendant** (Dieu) de l'absolutisme.

— Un **contrôle du pouvoir politique**.

L'article 16 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 donne la définition canonique : « Toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de constitution ». La souveraineté réside dans la nation (art. 3).

1.2 L'Universalisation et la Falsification

Le mouvement constitutionaliste s'est universalisé comme un symbole de modernité et de progrès. Cependant, la falsification a commencé très tôt, notamment avec l'Empire de Bonaparte qui a vidé la constitution de son contenu (souveraineté personnelle, absence de garanties). **L'Espagne, avant d'avoir une vraie constitution, en a eu une fausse.**

2 2. Le Constitutionalisme Espagnol sur Deux Siècles

2.1 Discontinuité, Falsification et Superficialité (Sánchez Agesta)

— **Inestabilité constitutionnelle :** Contrairement au Royaume-Uni (stabilité politique) ou aux États-Unis (stabilité constitutionnelle), l'Espagne a connu une grande instabilité des textes, masquant une relative continuité des structures socio-économiques.

— **Superficialité :** On changeait de Constitution comme on changeait de groupe au pouvoir, comme un outil "thaumaturgique". Mais comme les structures réelles ne changeaient pas, la nouvelle Constitution était immédiatement falsifiée (par pronunciamientos, caciquisme, manipulation électorale).

— La politique a toujours eu lieu **en marge** des textes. Aucune constitution n'a été pleinement appliquée ; leur vie était précaire et leurs garanties souvent suspendues.

2.2 Les Causes de l'Échec Constitutional Espagnol

2.2.1 Apparition Extemporanée ?

L'idée reçue est que le constitutionalisme est arrivé trop tôt dans une Espagne sans révolution bourgeoise, sans État structuré, et discrédité par l'invasion napoléonienne (le libéralisme associé à l' « afrance-

samiento »). L'auteur nuance : d'autres pays européens ont commencé dans des conditions aussi difficiles et ont mieux réussi.

2.2.2 Y a-t-il eu une Révolution Bourgeoise en Espagne ? (Débat Historiographique)

— **Le Réformisme Illustré (XVIIIe) :** Un mouvement **aristocratique** et **d'en haut** (despotisme éclairé) visant à moderniser l'économie et la culture sans toucher aux structures politiques de la monarchie absolue. La faiblesse de la bourgeoisie espagnole explique la portée limitée de ces réformes.

— **Le Débat Marxiste :** Il est teinté d'idéologie. Si pas de révolution bourgeoise, alors il faut la faire ; si elle a eu lieu, alors la révolution prolétarienne est l'étape suivante.

— **Thèse de l'inexistence :** L'absence de révolution bourgeoise expliquerait le retard économique et l'échec du libéralisme, faute d'une classe sociale solide pour le porter.

— **Thèse de l'existence :** D'autres auteurs datent cette révolution (1808-1814, 1830's, Sexenio...).

— **Conclusion nuancée (F. Tomás y Valiente) :** Il y a bien eu une **transformation profonde** de la société espagnole entre le début et la fin du XIXe siècle, passant d'une société d'Ancien Régime à une société libérale et bourgeoise. Mais cette révolution a été **lente, discontinue, avec des avancées et des reculs**. La bourgeoisie n'a jamais été assez forte pour imposer son hégémonie sans partage.

— **Preuves de la transformation :**
1. **Abolition du régime seigneurial** (Cádiz, Triennat, minorité d'Isabelle II).
2. **Supression des majorats** (désvinculation des propriétés, achevée en 1841).
3. **Désamortisations** (Mendizábal 1836-41, Madoz 1855) : mise en vente des biens de l'Église et des communes.
4. Abolition de l'Inquisition (1834), fin des preuves de "pureté de sang".

3 3. Constitution et Formes Politiques

3.1 Constitution et Régime Politique

Malgré l'instabilité des textes, un **même régime politique** a prédominé de 1837 à 1931 : le **libéralisme doctrinaire**. Un régime **pour et par la haute et moyenne bourgeoisie**. Les variations constitutionnelles (progressistes vs conservatrices) ne portaient que sur quelques points (souveraineté, suffrage, bicamérisme) et étaient des conflits **entre fractions de la bourgeoisie**. L'auteur soutient que, sous des apparences changeantes, le fond du système est resté le même, à l'exception notable du Sexenio et de la IIe République. Face aux crises sociales, la réponse a toujours été la **dictature**.

3.2 Constitution et Monarchie

Le grand problème du constitutionalisme européen, et surtout espagnol, a été l'intégration de la monarchie dans le nouveau cadre issu de la souveraineté nationale. En Espagne, ce conflit a été permanent : d'un côté, les partisans d'une monarchie supra-constitutionnelle ; de l'autre, ceux qui voulaient la subordonner à la nation. Même la révolution de 1868, pourtant démocratique, a finalement opté pour une monarchie, montrant la difficulté à rompre avec ce schéma.

4 4. Constantes de l'Histoire (Peu) Constitutionnelle Espagnole

4.1 Les Pronunciamientos

C'est la **constante majeure** : la suprématie des faits sur le droit.

— Définition : Soulèvement militaire visant à renverser un gouvernement pour en imposer un autre, généralement avec l'intention de changer la Constitution.

— Conséquence : « Chaque parti a sa Constitution et un général pour l'imposer ». Les constitutions sont souvent des **constitutions de parti**, pas des pactes nationaux.

4.2 L'Équivoque "Loi du Pendule"

L'idée reçue veut qu'à une constitution conservatrice succède une progressiste, et vice-versa, créant un équilibre.

- **Critique :** C'est une vision fausse. Il n'y a pas eu d'équilibre.
- **Ligne dominante (conservatrice/réactionnaire) :** Environ 140 ans (Ferdinand VII, 1845, 1876, Primo de Rivera, Franco).
- **Ligne libérale-démocrate (toujours étouffée) :** Seulement 16 à 20 ans cumulés (Cádiz, 1837, bienio progressiste, Sexenio, IIe République).

4.3 Le Phénomène Juntero (Juntiste)

- Manifestation spontanée de souveraineté nationale (ou d'un pouvoir se réclamant légitime) en cas de **vide de pouvoir** ou face à un pouvoir jugé illégitime.
- Apparition majeure en 1808 face à l'invasion napoléonienne. Les juntes locales et provinciales se coordonnent en Junte Suprême Centrale.
- Ce phénomène se répétera à chaque crise révolutionnaire (ex : 1868, 1931).

4.4 Conclusion : Faiblesse des Structures Politiques Espagnoles

- **Partis politiques :** Simples groupes de notables sans ancrage populaire solide, avec une clientèle électorale.
- **Caciquisme :** Structure réelle de pouvoir local, où le cacique (notable local) contrôle les votes et l'administration, se substituant à un État faible.
- **Influence de l'Église et de l'Armée :** L'armée, frustrée par la perte de l'empire colonial, se tourne vers la politique intérieure et devient un arbitre constant.
- **État faible :** L'Espagne, malgré son histoire, présente un État profondément désarticulé, où le particularisme (foralisme, caciquisme) domine.

5 5. Influences Étrangères sur les Textes Constitutionnels Espagnols

Le constitutionalisme espagnol est peu original et s'inscrit dans les courants européens.

- **1812 (Cádiz)** : Inspirée de la Constitution française de 1791.
- **1834 (Statut Royal)** : S'inspire de la Charte octroyée française de 1814.
- **1837** : Influence du **doctrinarisme français** (Charte de 1830), de la **Constitution belge de 1831** et de l'**utilitarisme anglais** (Bentham).
- **1869** : Influences **belge** (monarchie parlementaire) et **américaine** (déclaration des droits, fédéralisme).
- **1876** : Retour au doctrinarisme, mais l'ambition de Cánovas est le **parlementarisme bipartite à l'anglaise**.
- **1931** : Influencée par le **constitutionnalisme social de l'entre-deux-guerres** (Weimar, Autriche).

6 6. Périodisation du Constitutionalisme Historique Espagnol

1. **Origines (1808-1833) :** Constitution de Bayonne (1808, imposée) et Constitution de Cadix (1812, libérale avancée). Longues interruptions absolutistes.
2. **Période Isabelle II (1833-1868) :** Dominée par le **doctrinarisme**. Textes : Statut Royal (1834), Constitutions de 1837 et 1845, projet de 1856 ("non nata").
3. **Sexenio Revolucionario (1868-1874) :** Tentative de **démocratie**. Texte clé : Constitution de 1869 (avancée). Échec de la République et projet de Constitution fédérale de 1873.

4. **Restauration (1874-1931) :** Période la plus longue. Texte : Constitution de 1876 (conservatrice et doctrinaire, mais flexible). Système de turno pacífico (bipartisme). Crise terminale avec la dictature de Primo de Rivera (1923-1930).
5. **Seconde République (1931-1936/39) :** Nouvelle tentative démocratique. Texte : Constitution de 1931 (sociale, ouverte aux autonomies). Interrompue par la guerre civile.
6. **Régime de Franco (1936/39-1975) :** Régime personnel, non constitutionnel (bien que doté de "Lois Fondamentales").

Résumé : Les Débuts du Régime Constitutionnel Espagnol (Statut de Bayonne 1808 - Constitution de Cadix 1812)

Chapitre II - Synthèse Pédagogique

Introduction Générale

Ce chapitre couvre la naissance du constitutionnalisme espagnol, marquée par deux textes fondamentaux mais opposés : le **Statut de Bayonne (1808)**, charte octroyée par Napoléon, et la **Constitution de Cadix (1812)**, texte emblématique du libéralisme né de la résistance nationale. Cette période (1808-1814) est celle de la guerre d'indépendance et du premier affrontement entre absolutisme et libéralisme.

1 1. Le Statut de Bayonne (1808)

1.1 Contexte et Élaboration

— **Crise dynastique :** Le traité de Fontainebleau (1807) permet aux troupes françaises de traverser l'Espagne. Le parti fernandin fomente la mutinerie d'Aranjuez (mars 1808) : Charles IV abdique en faveur de son fils Ferdinand VII.

— **Intervention napoléonienne :** Napoléon convoque la famille royale à Bayonne. Sous pression, Charles IV puis Ferdinand VII abdiquent. Napoléon offre la couronne à son frère Joseph.

— **La "consultation" :** Napoléon réunit une Assemblée de notables espagnols à Bayonne (150 députés des trois ordres) pour donner une apparence de légitimité. Il présente un projet de Constitution, amendé mineurement, promulgué le 6 juillet 1808.

1.2 Nature et Caractères du Texte

— **Charte octroyée :** Le roi (Joseph Ier) la décrète. La souveraineté émane de l'Empereur Napoléon, pas de la nation.

— **Structure :** 146 articles en 13 titres. Rédaction maladroite (répétitions, formulations vagues).

— **Pseudo-réforme :** Prévoyait une entrée en vigueur progressive jusqu'en 1815 et une clause de rigidité (pas de révision avant 1820).

— **Idéologie :** Mélange de **libéralisme napoléonien** (autoritaire) et de concessions à la **tradition espagnole** (catholicisme, corps intermédiaires).

1.3 Principes Politiques

— **Libéralisme tempéré :**

  — Droits : liberté individuelle (*habeas corpus*), inviolabilité du domicile, liberté de la presse (à venir), abolition de la torture.

  — Pas de séparation stricte des pouvoirs. Le roi concentre l'essentiel.

— **Confessionnalité catholique (art. 1) :** Religion du roi et de la nation, exclusive.

— **Alliance perpétuelle avec la France (art. 124) :** Clause clé révélant la nature de monarchie satellite.

1.4 Organes Constitutionnels

- **Pouvoir exécutif :** Le roi, centre de l'État. Il nomme et révoque librement ses ministres (9). Le secrétaire d'État contresigne les décrets.
- **Sénat :** Nommé à vie par le roi parmi de hauts dignitaires. Rôle de gardien des libertés individuelles et de la presse (via des "juntes sénatoriales") et peut être consulté pour suspendre la Constitution.
- **Conseil d'État :** Organe consultatif nommé par le roi, participe à la fonction législative.
- **Cortès :** Organe **tri-estamental** (clergé, noblesse, peuple). Composition complexe (membres de droit, élus, nommés). Rôle très limité : pas d'initiative législative, sessions secrètes, le roi les convoque et dissout. Approuvent le budget triennal.
- **Pouvoir judiciaire :** Inamovibilité des juges, suppression des justices seigneuriales, publicité du procès criminel, programme d'unification des codes.

2 2. La Constitution de Cadix (1812)

2.1 Le Processus Révolutionnaire : Des Juntes aux Cortès

- **Soulèvement populaire (mai 1808) :** Création spontanée de **juntes locales et provinciales** face au vide du pouvoir. Elles se coordonnent en **Junte Suprême Centrale** (sept. 1808).
- **Innovation politique :** Les juntes adoptent le **mandat représentatif** (liberté du député), rompant avec le mandat impératif de l'Ancien Régime.
- **Convocation des Cortès :** La Junte Centrale, réfugiée à Cadix, convoque des Cortès constituantes (1810). Face à l'avancée française, elle nomme une Régence et se dissout.
- **Cortès de Cadix :** Réunies en une seule Chambre (sept. 1810) avec des suppléants. Elles se proclament dépositaires de la **souveraineté nationale** (décret du 24 sept. 1810). Leur travail est à la fois constituant et législatif.

2.2 Caractères Généraux de la Constitution

- **Promulgation :** 19 mars 1812 (anniversaire de l'accession de Ferdinand VII).
- **Structure :** Texte très long (384 articles, 10 titres), minutieux (quasi-règlement électoral), de style parfois emphatique.
- **Rigidité :** Clause de "pétrification temporaire" : pas de réforme avant 8 ans d'application. Ensuite, procédure spéciale complexe (majorité des 2/3 sur plusieurs législatures). Jamais utilisée.
- **Discurso Preliminar :** Exposé des motifs rédigé par Argüelles. uvre majeure de la pensée libérale. Justifie la Constitution par un retour aux "lois fondamentales" espagnoles médiévales (mythe historique), tout en intégrant les apports des Lumières (séparation des pouvoirs).

2.3 Principes Politiques Fondamentaux

1. **Souveraineté nationale et représentation :**
   - Art. 2 : La nation espagnole est libre et indépendante ; elle n'est le patrimoine d'aucune famille.
   - Art. 3 : La souveraineté réside essentiellement dans la nation.
   - Art. 1 : La nation est l'union de tous les Espagnols des deux hémisphères (assimilation, mais sans effet réel pour les indigènes coloniaux).
   - **Mandat représentatif :** Les députés représentent la nation, pas leurs électeurs.
2. **Division des pouvoirs :**
   - Art. 15-17 : Répartition classique :
     - **Législatif :** Cortès AVEC le roi.
     - **Exécutif :** Roi.
     - **Judiciaire :** Tribunaux.
   - Art. 14 : La forme de gouvernement est une **monarchie modérée héréditaire**.
   - Le roi est un **pouvoir constitué** ("par la grâce de Dieu et la Constitution", art. 173).
3. **Liberté et Droits :**

— Art. 4 : Déclaration générale (liberté civile, propriété).
— Droits dispersés dans le texte : liberté et sécurité personnelles (procédure d'arrestation), inviolabilité du domicile, liberté d'expression (sans censure préalable, sauf pour les questions religieuses), abolition de la torture et de la confiscation des biens, droit de pétition, garanties processuelles.
— **Suffrage :** Système complexe à 4 degrés.
  — **Suffrage actif universel masculin** (25 ans) au premier degré (paroisse).
  — **Suffrage passif censitaire** (exigence de rente), mais ce critère est resté suspendu (donc jamais appliqué).

4. **Égalité :**
   — Généralité de la loi.
   — Unité de codes et de juridictions (avec exceptions ecclésiastique et militaire).
   — Abolition des privilèges nobiliaires pour l'accès aux fonctions publiques.
   — La législation des Cortès avait déjà aboli les seigneuries (1811) et les majorats (en cours).
5. **Confessionnalité et Intolérance Religieuse (Art. 12) :**
   — Contradiction majeure avec l'esprit libéral. Imposée par la force de l'Église et la crainte de la guerre civile.
   — La religion catholique, apostolique et romaine est "la seule véritable" et "sera perpétuellement" la religion de la nation.
   — Interdiction de tout autre culte.
   — Censure préalable pour les écrits religieux. Maintien du délit d'hérésie.
   — Cependant, les Cortès suppriment l'Inquisition (1813).

2.4 Organes Constitutionnels

— **Les Cortès :**
  — **Unicamérales :** Pour éviter une chambre haute conservatrice (noblesse/clergé).
  — **Mandat :** 2 ans, renouvellement intégral, non-rééligibilité immédiate.
  — **Indépendance :** Inviolabilité des députés, autonomie, sessions annuelles automatiques (3 mois), pas de dissolution par le roi.
  — **Diputación Permanente :** Veille au respect de la Constitution entre les sessions.
  — **Fonctions :** Législatives (partagées avec le roi), budgétaires (impôts, dépenses), contrôle du gouvernement (responsabilité pénale des ministres).
— **Le Roi :**
  — Chef de l'exécutif, mais limité.
  — **Inviolabilité et irresponsabilité :** Ses actes doivent être contresignés par un secrétaire d'État.
  — **Pouvoirs :**
    — Législatifs : **Veto suspensif** (peut refuser la sanction deux années de suite ; si la loi est proposée une troisième année, elle est promulguée).
    — Exécutifs : Nomme/révoque les secrétaires d'État, commande l'armée, maintient l'ordre, conclut les traités (avec accord des Cortès pour les alliances offensives).
  — **Conseil d'État :** 40 membres nommés par le roi sur proposition des Cortès. Organe consultatif obligatoire pour les affaires graves.
— **Pouvoir Judiciaire :**
  — **Principes :** Exclusivité, unité (sauf exceptions), inamovibilité, responsabilité des juges.
  — **Tribunal suprême :** Au sommet.
  — **Jury :** Envisagé mais non instauré.
— **Administration Locale :**
  — **Ayuntamientos (municipalités) :** Élus.
  — **Provinces :** Double gouvernement : Chef politique (nommé) et Députation provinciale (élue, rôle économique).
— **"Juridiction Constitutionnelle" (Art. 372-373) :**
  — Les citoyens peuvent dénoncer les infractions à la Constitution aux Cortès (ou au roi). Les Cortès peuvent alors prendre les mesures pour rétablir la légalité et poursuivre les responsables. C'est un **précédent du recours d'amparo**.

3 3. Périodes de Validité et Postérité de la Constitution de 1812

3.1 Les Trois Vies de "La Pepa"

1. **1812-1814 :** Promulguée en pleine guerre, mais non appliquée pleinement. Abolie par Ferdinand VII à son retour (décret du 4 mai 1814).
2. **Triennat Libéral (1820-1823) :** Rétablie après le soulèvement de Riego. Nouvelle période de réformes (suppression des majorats, Code pénal). Réprimée par l'invasion des "Cent Mille Fils de Saint Louis" (1823).
3. **1836-1837 :** Rétablie brièvement comme prélude à l'élaboration de la Constitution de 1837.

3.2 La Question Successorale et la Fin du Règne

— **Décennie abominable (1823-1833) :** Retour à l'absolutisme, répression féroce.

— **Évolution pragmatique :** Ferdinand VII, contraint par la banqueroute, adopte des mesures libérales dans le domaine économique (Code de commerce 1829, banque).

— **Conflit dynastique :** La Pragmatique Sanction (1830) rétablit la succession féminine (loi des Partidas) pour favoriser sa fille Isabelle, au détriment de son frère Don Carlos (ultra-absolutiste). À la mort de Ferdinand VII (1833), la régence de Marie-Christine doit s'allier aux libéraux modérés contre les carlistes, ouvrant une nouvelle ère constitutionnelle.

4 4. Synthèse Comparative : Pourquoi Cadix et non Bayonne ?

Le chapitre conclut en justifiant le choix de Cadix comme acte fondateur.

— **Bayonne :** Texte imposé, satellite, sans souveraineté nationale, sans représentation authentique. Échec pratique.

— **Cadix :**

  — **Légitimité :** uvre de la nation en armes, expression de la souveraineté nationale contre l'usurpateur.

  — **Innovation :** Proclame des principes révolutionnaires (souveraineté, représentation) tout en se les appropriant (mythe des lois historiques). Crée une "patrie" nouvelle fondée sur la Constitution.

  — **Rayonnement :** Devient le **mythe et le drapeau du libéralisme européen** (Italie, Portugal) et le modèle pour les nouvelles républiques hispano-américaines.

Résumé : La Période Isabeline (1833-1868)
Le Règne d'Isabelle II

Chapitre III - Synthèse Pédagogique

Introduction Générale

La période isabeline couvre le règne d'Isabelle II (1833-1868). Elle est marquée par la construction d'un régime **libéral doctrinaire** dominé par deux partis, les Modérés et les Progressistes, et par le rôle crucial de l'armée. Cette époque voit se succéder plusieurs textes fondamentaux : le Statut Royal (1834), la Constitution de 1837, la Constitution de 1845, et la "non nata" de 1856, illustrant l'instabilité politique malgré une relative continuité des structures socio-économiques.

1 1. Le Statut Royal (1834)

1.1 Contexte : L'Héritage de Ferdinand VII

- À la mort de Ferdinand VII (1833), la régence de Marie-Christine doit faire face à la guerre carliste et à l'opposition des absolutistes ("carlistes").
- Pour s'assurer le soutien des libéraux contre les carlistes, la Régente nomme un gouvernement modéré (Martínez de la Rosa) qui élabore le Statut Royal.

1.2 Nature et Caractères

- **Charte octroyée :** Promulguée par la Reine le 10 avril 1834, elle n'émane pas de la souveraineté nationale mais de la souveraineté royale.
- **Structure :** Texte très bref (50 articles). Il ne contient pas de déclaration des droits et ne garantit pas la séparation des pouvoirs.
- **Flexible :** Aucune procédure de réforme prévue.
- **Nature juridique :** Ni une vraie constitution, ni une simple convocation de Cortès. C'est une "constitution fonctionnelle" qui organise seulement les Cortès et leur relation avec la Couronne.

1.3 Principes Politiques

- **Souveraineté royale :** Le pouvoir réside dans la Couronne, qui délègue certaines compétences à des "organes collaborateurs" (les Cortès). Pas de souveraineté nationale ni même partagée dans le texte, bien que la pratique l'ait fait évoluer.
- **Collaboration des pouvoirs :** Le but est de créer des liens entre le roi et les Cortès, sans les opposer.

1.4 Organes de l'État

- **Le Roi et les Ministres :**
  - Détient l'initiative législative exclusive et la sanction des lois (**veto absolu** théorique).
  - Nomme et révoque librement les ministres.
  - Peut convoquer, suspendre et dissoudre les Cortès.
  - Le contreseing ministériel apparaît dans les règlements des Chambres, engageant la responsabilité (pénale) des ministres. La pratique fait émerger un Conseil des Ministres et un Président du Gouvernement.
- **Les Cortès bicamérales :**

- **Estamento de Próceres (Chambre Haute) :** Membres de droit (Grands d'Espagne) et membres nommés à vie par le roi (haute noblesse, clergé, riches bourgeois).
- **Estamento de Procuradores (Chambre Basse) :** Élective. Suffrage **censitaire très restrictif** (0,15% de la population) et indirect (devenu direct en 1836).
- Rôle très limité : pas d'initiative législative, seulement délibération et approbation des projets royaux. Elles peuvent adresser des pétitions au roi.

1.5 Signification et Vigence

- **Mérites :** Met fin à l'absolutisme, introduit des pratiques parlementaires (question de confiance, motion de censure via les règlements), premières élections directes (1836).
- **Échec :** Trop limité pour satisfaire les libéraux progressistes. La pression des juntes et l'insurrection de La Granja (1836) forcent la Régente à rétablir la Constitution de Cadix et à convoquer des Cortès constituantes, mettant fin au Statut.

2 2. La Constitution de 1837

2.1 Processus Constituant

- Issue du **motín de La Granja** (août 1836). La Régente est contrainte de rétablir la Constitution de 1812 pour convoquer des Cortès constituantes.
- Les Cortès, à majorité progressiste, élaborent un nouveau texte de compromis, influencé par les Constitutions française (1830) et belge (1831).
- Promulguée le 18 juin 1837.

2.2 Caractères Généraux

- **Bref et complet :** 77 articles + 2 additionnels. Il contient une déclaration des droits (Titre I) et l'organisation des pouvoirs.
- **Flexible :** Pas de procédure de réforme spéciale.
- **Transactionnel :** Conçu comme un pacte entre progressistes (partie dogmatique : droits) et modérés (partie organique : renforcement du roi).

2.3 Principes Politiques

1. **Souveraineté "partagée" (ou nationale ambiguë) :**
   - Le préambule invoque la souveraineté nationale, mais le texte articulé établit une **souveraineté conjointe** du Roi et des Cortès (pouvoir législatif partagé). C'est une concession majeure au doctrinarisme.
2. **Division souple des pouvoirs :** Favorise la collaboration plutôt que la rigidité.
3. **Liberté individuelle :** Déclaration de droits libéraux (liberté d'expression, de pétition, sécurité individuelle, principe de légalité pénale).
4. **Tolérance religieuse (Art. 11) :** L'État s'oblige à entretenir le culte et le clergé catholique, mais ne proclame pas l'unité religieuse (une concession pour apaiser les tensions après la désamortisation).

2.4 Organes Constitutionnels

- **Le Roi et le Gouvernement :**
  - Pouvoirs renforcés par rapport à 1812 : initiative législative, **veto suspensif** (pour une législature), nomination libre des ministres, droit de dissoudre le Congrès.
  - Le gouvernement (Conseil des Ministres) est mentionné. La **double confiance** (royale et parlementaire) s'instaure, mais la confiance royale est prédominante.
- **Les Cortès bicamérales :**
  - **Congrès des Députés :** Élu au suffrage direct **censitaire** (environ 2-5% de la population) pour 3 ans.

  — **Sénat :** Mixte. Les sénateurs sont nommés par le roi sur une liste triple proposée par les électeurs de chaque province. Renouvelable par tiers à chaque élection.
  — Fonctions : législatives (avec le roi), budgétaires, contrôle du gouvernement (responsabilité pénale des ministres, et pratique de la responsabilité politique).
— **Pouvoir Judiciaire :** Principe d'exclusivité, d'inamovibilité et de responsabilité des juges. Renvoi à la loi pour le jury.

2.5 Signification et Échec

— **Constitution de consensus :** Acceptable pour les modérés et les progressistes.
— **Échec pratique :** Le système est constamment faussé.
  — La Couronne n'est pas un pouvoir neutre.
  — Les gouvernements abusent des dissolutions pour "fabriquer" des majorités.
  — L'armée (Espartero, Narváez) et la Milice Nationale font pression.
  — Les élections sont truquées.
— La régence d'Espartero (1840-1843) et sa chute montrent l'incapacité à stabiliser le régime. Les modérés, au pouvoir, poussent à une réforme.

3 3. La Constitution de 1845

3.1 Processus Constituant

— Profitant de la chute d'Espartero (1843), le Parti Modéré, majoritaire aux Cortès, utilise la flexibilité de la Constitution de 1837 pour la réformer.
— Le nouveau texte, très proche de l'idéal modéré, est promulgué le 23 mai 1845.
— Doctrine de la **"Constitution interne"** : La Constitution écrite doit refléter l'histoire et les institutions naturelles de l'Espagne (le Roi et les Cortès).

3.2 Principales Modifications par Rapport à 1837

— **Principe de souveraineté :** Disparition de toute référence à la souveraineté nationale dans le préambule. Souveraineté **partagée** (ou royale) clairement assumée.
— **Question religieuse :** Retour à la **confessionnalité catholique exclusive** (prélude au Concordat de 1851).
— **Sénat :** Devient entièrement nommé par la Couronne (membres à vie, choisis parmi de hautes catégories sociales). Chambre conservatrice par excellence.
— **Congrès :** Mandat porté à 5 ans. Loi électorale de 1846 réduit encore le corps électoral.
— **Limitations du pouvoir royal :** Disparition de plusieurs limitations (autorisation pour le mariage royal, etc.).
— **Pouvoir Judiciaire :** Renommé "Administration de la Justice". Disparition du mandat pour instaurer le jury.
— **Institutions :** Suppression de la Milice Nationale. Les alcaldes ne sont plus nécessairement élus (nommés).

3.3 Signification et Développements

— **Constitution de parti :** uvre exclusive du Parti Modéré, sans concession aux progressistes.
— **Décennie modérée (1844-1854) :** Gouvernement autoritaire de Narváez, répression, suspension des garanties.
— **Échec du projet involutif de Bravo Murillo (1852) :** Projet de réaction (Sénat héréditaire, budget permanent) rejeté par les Cortès elles-mêmes.
— **Biennat Progressiste (1854-1856) :** Révolution menée par O'Donnell et Espartero. Retour à l'esprit de 1837.

4 4. La Constitution "Non Nata" de 1856

4.1 Contexte : Le Biennat Progressiste

- Révolution de 1854 (Vicalvarada) portée par un pronunciamiento et des juntes populaires.
- Gouvernement Espartero (progressiste) - O'Donnell (Union libérale).
- Nouvelles Cortès constituantes (élues au suffrage censitaire) qui élaborent une nouvelle Constitution progressiste.
- Adoption du texte en 1855, mais sa promulgation est conditionnée à l'adoption de lois organiques.

4.2 Caractères et Innovations

- **Structure :** Texte long, complet, rigide (révision par deux législatures successives).
- **Principes :**
  - **Souveraineté nationale** proclamée (Art. 1).
  - **Droits étendus :** Large déclaration, abolition de la peine de mort pour délits politiques.
  - **Tolérance religieuse :** Retour à la formule de 1837 (rupture avec le Concordat).
- **Organes :**
  - **Sénat électif :** Élu au suffrage censitaire direct (plus "plutocratique").
  - **Congrès :** Élu au suffrage censitaire direct.
  - **Pouvoir Judiciaire :** Renforcé, retour à l'unité de juridictions, mandat pour le jury.
  - **Alcaldes électifs.**
  - **Tribunal des Comptes.**

4.3 Échec

- Jamais promulguée. La Reine, craignant l'avancée libérale, remplace Espartero par O'Donnell (juillet 1856). Les Cortès sont dissoutes, le projet abandonné. D'où son nom de "non nata".
- La Constitution de 1845 est rétablie, d'abord avec une "Acte Additionnel" (certains droits du projet de 1856), puis purement et simplement.

5 5. La Crise Finale de la Monarchie Isabeline (1856-1868)

5.1 L'Ère O'Donnell et l'Union Libérale

- O'Donnell gouverne de 1858 à 1863 avec l'Union libérale (centre-droit), via un système de fraude électorale organisée ("el gran elector" Posada Herrera).
- Politique de développement économique (chemins de fer, finances) mais basée sur des capitaux étrangers.
- Le système est bloqué : exclusion systématique des progressistes "purs".

5.2 Agonie du Régime

- Répression de plus en plus dure (Nuit de Saint-Daniel 1865).
- Les progressistes (Prim) se tournent vers la conspiration et s'allient aux démocrates (Pacte d'Ostende 1866).
- Crise économique (1866) et mort des figures politiques (O'Donnell, Narváez).
- La Révolution de 1868 ("La Gloriosa") renverse Isabelle II.

6 6. Le Libéralisme Doctrinaire : Clé de Compréhension

- **Ideologie dominante :** Influencée par les doctrinaires français (Guizot, Royer-Collard).
- **Concepts clés :**
  - **Gouvernement des classes moyennes :** En réalité, gouvernement d'une oligarchie de notables (propriétaires terriens, haute bourgeoisie, militaires, hauts fonctionnaires). Le suffrage censitaire en est l'instrument.
  - **Souveraineté de la raison :** La représentation n'est pas le reflet de la volonté populaire, mais l'expression de l'intérêt national, que seuls les "capacités" (les propriétaires) peuvent discerner.
  - **Constitution interne :** Les institutions fondamentales (Roi et Cortès) sont historiques et préexistent à la Constitution écrite, qui doit s'y conformer.
- **Modérés vs Progressistes :** Deux faces du même doctrinarisme.
  - **Modérés :** Souveraineté partagée, renforcement du roi, union avec l'Église.
  - **Progressistes :** Proclament la souveraineté nationale, mais refusent le suffrage universel jusqu'en 1868. Plus libéraux en matière de droits et de libertés publiques.

Résumé : Le Sexenio Revolutionnaire Espagnol (1868-1874)

Chapitre IV - Synthèse Pédagogique

Introduction Générale

Le **Sexenio Revolucionario** (1868-1874) est une période charnière de l'histoire espagnole marquant la première tentative d'établir un régime démocratique en Espagne. Il commence par le renversement de la reine Isabelle II et se termine par l'échec de la Première République, ouvrant la voie à la Restauration. Cette période est caractérisée par une grande effervescence politique, l'affirmation de nouveaux principes (souveraineté nationale, suffrage universel) et une profonde instabilité.

1 1. La Crise Constitutionnelle de 1868 et la Révolution

1.1 Le Contexte de la Crise

Dès 1864, le régime d'Isabelle II (basé sur la Constitution de 1845) est en décomposition avancée. Les causes sont multiples :

- **Discrédit de la Couronne :** La vie publique et privée de la reine lui fait perdre tout respect.
- **Classe politique usée :** Insensible aux problèmes réels du pays (corruption, vie parlementaire stagnante).
- **Exclusion politique :** Le Parti progressiste est systématiquement écarté du pouvoir.
- **Répression :** Les gouvernements (Narváez, O'Donnell, González Brabo) répondent par une répression accrue (ex : Nuit de Saint-Daniel en 1865), créant une spirale insurrectionnelle.

1.2 L'Opposition et le Pacte d'Ostende

L'opposition au régime se compose des carlistes, du Parti démocrate et des progressistes.

- **Pacte d'Ostende (1866) :** Progressistes et Démocrates s'allient à Ostende (Belgique) avec deux objectifs : renverser la monarchie bourbonienne et convoquer des **Cortès Constituantes élues au suffrage universel** pour décider du nouveau régime.
- En 1867, l'Union libérale (centre-droit) rejoint la conspiration après la mort de son leader O'Donnell.

1.3 La Révolution de 1868 ("La Gloriosa")

- **Déclenchement :** Septembre 1868, soulèvement militaire à Cadix mené par l'amiral Topete et le général Prim. Il s'étend rapidement (Andalousie, Levant, Catalogne).
- **Soutien populaire :** Formation de **juntes révolutionnaires** dans tout le pays. Elles prennent le pouvoir localement et expriment des revendications plus radicales (suppression de l'impôt sur la consommation, libertés économiques).
- **Objectifs initiaux :** Respect des droits individuels, souveraineté nationale, suffrage universel, et décision des Cortès sur la forme du gouvernement.
- **Dénouement :** Défaite de l'armée gouvernementale. Isabelle II s'exile en France.

2 2. La Constitution de 1869 : Le Projet Démocratique

2.1 Caractères Généraux

- **Élaboration :** Le gouvernement provisoire (présidé par Serrano, avec Prim comme homme fort) convoque des élections au suffrage universel masculin (janv. 1869). La Constitution est adoptée en juin 1869.

- **Influences :** Constitutions belge (monarchie parlementaire) et américaine (déclaration des droits, énumération non-limitative des droits).
- **Compromis :** uvre éclectique des progressistes, unionistes et démocrates (monarchiques), d'où son caractère de compromis.

2.2 Principes Politiques Fondamentaux

1. **Démocratie :**
   - **Souveraineté nationale** (Art. 32).
   - **Suffrage universel masculin** (dès 25 ans), reconnu comme un droit (Art. 16).
2. **Libéralisme radical (Iusnaturalisme rationaliste) :**
   - Déclaration très complète des droits naturels, antérieurs et supérieurs à la loi.
   - **Art. 29 :** La liste des droits n'est pas limitative.
   - **Art. 22 :** Interdiction des mesures préventives pour restreindre l'exercice des droits.
   - **Libertés :** Réunion, association, expression, enseignement.
   - **Question religieuse (Art. 21) :** Compromis historique. L'État s'engage à entretenir le culte catholique, mais garantit la liberté de culte (public et privé) aux étrangers et, de façon alambiquée, aux Espagnols. C'est la **liberté de culte**, sans séparation Église-État.
3. **Monarchie parlementaire :**
   - La forme de l'État est la monarchie (Art. 33), mais une monarchie "démocratique" et "parlementaire".
   - Le roi est un pouvoir constitué, pas constituant. Il est inviolable mais irresponsable ; ses actes doivent être contresignés.
   - Partage des pouvoirs : Législatif (Cortès), Exécutif (Roi via ses ministres), Judiciaire (tribunaux).
   - Régime parlementaire : Le gouvernement a besoin de la confiance des Cortès, mais le roi peut dissoudre les Chambres. Le roi nomme librement ses ministres (Art. 68), ce qui atténue le caractère purement parlementaire.

2.3 Organes Constitutionnels

- **Cortès bicamérales :**
  - Congrès (élu au suffrage universel direct, renouvelé tous les 3 ans).
  - Sénat (élu au suffrage universel indirect, avec des catégories de sénateurs définies, vu comme un "reste de doctrinarisme").
- **Roi et Gouvernement :**
  - Le roi est chef de l'État. La pratique impose un président du gouvernement.
  - Le gouvernement est responsable devant les Cortès (interpellations, motion de censure). La Constitution innove en mentionnant cette responsabilité.
- **Pouvoir judiciaire :**
  - Indépendance renforcée.
  - Introduction du **jury** pour les délits politiques et communs.
  - Unité juridictionnelle et unité des codes (exceptions : militaire et ecclésiastique).

3 3. La Crise de la Monarchie Démocratique (1870-1873)

3.1 Un Règne Compromis d'Avance

- **Recherche d'un roi :** Mission difficile. Après avoir écarté diverses candidatures (Hohenzollern, Montpensier), c'est **Amédée de Savoie** (fils du roi d'Italie) qui est élu par les Cortès en novembre 1870.
- **Assassinat de Prim :** Le principal soutien du nouveau roi, le général Prim, est assassiné le jour même de l'arrivée d'Amédée en Espagne (déc. 1870). La coalition "septembriste" perd son ciment.

3.2 Causes de l’Échec

- **Oppositions multiples :** Carlistes (guerre au nord), Républicains, Alphonsins (partisans du fils d’Isabelle II, menés par Cánovas), une partie de l’Église, de l’aristocratie et de la bourgeoisie.
- **Guerres simultanées :** Guerre carliste et insurrection cubaine (commencée en 1868).
- **Instabilité politique :** Fragmentation des partis soutenant le régime (progressistes divisés en "radicaux" et "conservateurs"), gouvernements éphémères, recours à la corruption électorale.
- **Découragement du roi :** Amédée Ier, ne se sentant pas soutenu et ne comprenant pas la vie politique espagnole, abdique le **11 février 1873**.

4 4. La Première République (1873-1874)

4.1 Proclamation et Problèmes Initiaux

Proclamée par l’Assemblée nationale (réunion des deux Chambres), la République naît dans des conditions très défavorables :

- **Illégalité de forme :** La proclamation viole la Constitution de 1869 (forme monarchique).
- **Manque de soutien :** Proclamée par une majorité monarchique, tolérée par une armée monarchique, et sans reconnaissance internationale.
- **Héritage lourd :** Deux guerres (carliste, cubaine), dettes, structures conservatrices.
- **Division des républicains :** Divisés entre "unitaires" et "fédéraux", ces derniers étant eux-mêmes divisés entre "intransigeants" (fédéralisme par le bas) et "bienveillants" (fédéralisme par le haut, suivant Pi i Margall).

4.2 Le Projet de Constitution Fédérale de 1873

- **Principes :**
  - **République fédérale :** Inspirée du modèle américain. L’Espagne serait composée d’États (anciens royaumes + Cuba, Porto Rico). Il s’agissait plutôt d’une **autonomie régionale** car les États avaient un pouvoir constituant subordonné aux Cortès fédérales.
  - **Démocratie représentative :** Souveraineté résidant en tous les citoyens.
  - **Libéralisme radical :** Déclaration des droits encore plus avancée qu’en 1869, avec un préambule affirmant la supériorité des droits naturels.
  - **Laïcité :** Séparation stricte de l’Église et de l’État, liberté de culte totale, abolition du budget du culte.
- **Organes :**
  - Cortès bicamérales : Congrès (élu au SU) et Sénat (représentant les États).
  - Président de la République (élu au suffrage indirect, pouvoir modérateur).
  - Gouvernement (Conseil des ministres) nommé par le Président, ne dépendant pas de la confiance des Cortès.
  - Tribunal Suprême avec un pouvoir de contrôle de constitutionnalité des lois (innovation majeure).
- **Échec :** Le projet ne fut jamais débattu en raison de l’aggravation de la crise. Les Cortès durent faire face à trois fronts.

5 5. La Crise de la République et le Gouvernement de Serrano

5.1 L’Insurrection Cantonale

- **Déclenchement :** Les républicains fédéraux "intransigeants", déçus par la lenteur de Pi i Margall, se soulèvent à l’été 1873, proclamant des cantons indépendants (principalement au Levant et en Andalousie : Valence, Carthagène, etc.). C’est une réaction "par le bas".
- **Répression :** Les gouvernements de Salmerón puis de Castelar utilisent l’armée (généraux Pavía, Martínez Campos) pour réprimer durement le mouvement.

5.2 Le Coup d'État de Pavía et la Fin de la République

- **Gouvernement Castelar (sept. 1873 - janv. 1874) :** Gouverne par décrets, suspend les garanties, reconstruit l'armée, et se recentre. Il est battu au Congrès.
- **Coup d'État (3 janvier 1874) :** Le général Pavía envahit le Congrès des députés et dissout les Cortès.
- **Dictature de Serrano :** Le général Serrano prend le pouvoir, suspend la Constitution de 1869, et gouverne de façon autoritaire. Ce régime n'est qu'une transition vers la restauration monarchique.

6 6. Signification et Bilan du Sexenio

6.1 Un Bilan Contrasté

Le Sexenio est un échec politique retentissant, mais une expérience fondamentale.

- **Échec de la Révolution sociale :** La bourgeoisie industrielle, trop faible face à l'oligarchie terrienne et financière, a eu peur du mouvement ouvrier naissant. La révolution n'a pas modifié les structures socio-économiques.
- **Échec de la Révolution politique :** Manque de consensus entre les forces politiques (monarchistes, républicains, unionistes). Les partis sont divisés et plus préoccupés par leurs querelles internes que par la consolidation du régime. La Constitution de 1869, très avancée, n'a jamais vraiment été appliquée de manière stable.
- **Échec de la République :** Née dans l'illégalité, sans soutien solide, divisée sur sa propre nature (unitaire/fédérale), elle a été emportée par les contradictions héritées du passé et par ses propres luttes intestines.
- **L'armée, toujours arbitre :** Comme sous Isabelle II, l'armée reste le pouvoir en dernier ressort (Pavía).

6.2 Conclusion : Un Héritage Démocratique

Malgré son échec, le Sexenio laisse un héritage crucial pour l'avenir de l'Espagne :

- L'introduction pour la première fois du **suffrage universel (masculin)**.
- La consécration d'une large **déclaration des droits et libertés**.
- La mise en débat de la **souveraineté nationale** comme fondement du pouvoir.
- L'émergence des idées **républicaines, fédérales et laïques**.
- L'expérience de la **liberté de culte**.

Il s'agit d'un laboratoire politique dont les leçons (et les peurs) influenceront profondément la Restauration qui suit.

Résumé : La Restauration (1874-1923) et sa Crise
Le Régime de Cánovas

Chapitre V - Synthèse Pédagogique

Introduction Générale

La **Restauration** est le régime politique le plus long du XIXe siècle espagnol (1874-1923). Proclamée par le pronunciamiento de Martínez Campos à Sagunto (déc. 1874), elle marque le retour des Bourbons en la personne d'**Alphonse XII**. Conçue et dirigée par **Antonio Cánovas del Castillo**, elle vise à stabiliser le pays après le tumulte du Sexenio en instaurant un régime **libéral-conservateur** fondé sur un **bipartisme** artificiel et le *turno pacífico* (alternance) des partis. Le système, formalisé par la Constitution de 1876, survivra à la mort du roi et à la Régence de Marie-Christine, mais entrera en crise profonde au début du XXe siècle, notamment après le désastre de 1898, pour finalement s'effondrer sous la dictature de Primo de Rivera (1923).

1 1. La Restauration de la Monarchie et les Objectifs de Cánovas

1.1 Le Contexte de 1874

— **Échec du Sexenio :** La Première République s'est discréditée par son instabilité (6 ans, 2 processus constituants, une guerre carliste, une insurrection cantonale).

— **Acceptation générale :** Le retour des Bourbons est bien accueilli par la bourgeoisie, l'armée (monarchique) et l'Église, lassées par l'instabilité. Seuls les républicains et les carlistes s'y opposent.

— **Préparation par Cánovas :** Il prépare le terrain depuis 1870, après l'abdication d'Isabelle II en faveur de son fils Alphonse. Il fait rédiger le **Manifeste de Sandhurst** (1874) par le prince, texte conciliant qui promet une monarchie "ni exclusive ni absolutiste".

1.2 Les Piliers du Système Canoviste

Cánovas, pragmatique et sceptique des idéologies, veut un système durable.

1. **Une monarchie "interne" et partagée :** La monarchie n'est pas un pouvoir constitué par la Constitution, mais une institution **historique et préexistante** (avec les Cortès), formant la "Constitution interne" de l'Espagne. Le pouvoir est partagé entre le Roi et les Cortès.
2. **Un régime de partis, pas de parti :** La Constitution doit servir de cadre à tous les partis monarchiques, et non être l'uvre d'un seul.
3. **Un bipartisme à l'anglaise :** Deux grands partis (un conservateur, un libéral) doivent s'entendre pour alterner pacifiquement au pouvoir, assurant la stabilité.
4. **La primauté du pouvoir civil :** Mettre fin aux pronunciamientos en soumettant l'armée au pouvoir politique et en renforçant le prestige du "Roi-soldat".
5. **La conciliation :** Intégrer les différentes familles politiques (modérés, unionistes, catholiques, et même les libéraux du Sexenio comme Sagasta) autour de la monarchie.

2 2. La Constitution de 1876 : Cadre Flexible d'un Régime Fermé

2.1 Processus Constituant

— **Méthode originale :** Cánovas convoque une assemblée de 600 anciens parlementaires ("Notables") qui nomment une commission pour rédiger un projet. Le gouvernement contrôle le processus.

— **Élections aux Cortès Constituantes :** Organisées au suffrage universel (pour la légitimité), mais largement contrôlées par le ministre de l'Intérieur (Romero Robledo). Majorité écrasante pour les canovistes.
— **Promulgation :** 30 juin 1876.

2.2 Caractères Généraux

— **Bref et flexible :** 89 articles. Pas de procédure de réforme prévue (donc révisable par la loi ordinaire). C'est un texte volontairement **élastique** pour permettre l'alternance de politiques différentes.
— **Éclectique :** Il puise dans les textes antérieurs (1837, 1845, 1869), mais avec une orientation doctrinale conservatrice.

2.3 Principes Politiques Fondamentaux

1. **Souveraineté partagée / Constitution interne :** Pas de proclamation de souveraineté nationale. Le pouvoir réside dans les institutions historiques : le **Roi** et les **Cortès**. C'est le triomphe du **doctrinarisme**.
2. **Déclaration des droits (doctrinaire et restrictive) :**
   — Droits reconnus mais avec des limites posées par les lois (ce qui permet de les restreindre).
   — **Question religieuse (Art. 11) :** Compromis. La religion catholique est celle de l'État, mais la **tolérance des cultes** est admise (pas de liberté pleine). Une formule ambiguë qui sera interprétée différemment selon les gouvernements.
   — **Liberté d'enseignement :** Restreinte ("conformément aux lois"), ce qui permet le contrôle de l'État et de l'Église.
   — **Droit de suffrage :** Pas de définition dans la Constitution. Renvoyé à une loi. Cela permet de passer du suffrage universel (masculin) de 1869 au suffrage censitaire (1878), puis de revenir à l'universel (1890) par une simple loi.
   — **Suspension des garanties (Art. 17) :** Facile, le gouvernement peut la décider seul si les Cortès ne siègent pas (cas de "notoire urgence"). Ce sera très fréquent (19 fois entre 1876 et 1917).

2.4 Organes Constitutionnels

— **Le Roi :**
   — Pouvoirs étendus : initiative législative, veto, nomination libre des ministres, dissolution des Cortès, commandement de l'armée.
   — Ces pouvoirs sont en principe exercés par ses ministres (contreseing). Mais sous Alphonse XIII, le roi interviendra directement, déstabilisant le système.
— **Le Gouvernement :**
   — Double confiance : du Roi et des Cortès. En pratique, la confiance royale est déterminante.
   — Le Président du Conseil devient la pièce maîtresse.
   — Responsabilité politique (pratique) et pénale (devant les Cortès).
— **Les Cortès (bicamérales et égales) :**
   — **Sénat :** Conservateur. Composé de trois types de sénateurs (nés, nommés par le roi à vie, électifs). Ces derniers, élus pour 10 ans par les corps de l'État et les plus imposés, renforcent le caractère oligarchique.
   — **Congrès des Députés :** Élu pour 5 ans.
      — Loi électorale de 1878 : suffrage censitaire (850 000 électeurs).
      — Loi électorale de 1890 : rétablissement du suffrage universel masculin (+ de 25 ans, 5 millions d'électeurs) par les libéraux. Mais le vote est faussé par le caciquisme.
      — Loi électorale de 1907 : introduction de l'article 29 (proclamation sans élection en cas de candidature unique), qui institutionnalise la fraude.
   — Fonctions : Législative (partagée avec le roi), budgétaire, contrôle (défini par la pratique, pas par la Constitution).

3 3. Le Fonctionnement Réel du Système : Le "Pays Officiel"

3.1 Le Bipartisme et le *Turno Pacífico*

- **Les deux partis "dynastiques" :**
  - **Parti Conservateur (Cánovas) :** Représente les intérêts agraires, la haute bourgeoisie, l'Église.
  - **Parti Libéral (Sagasta) :** Attire les anciens progressistes, les républicains modérés, les professions libérales et la bourgeoisie industrielle.
- **Le mécanisme du *turno* :** Les deux partis s'accordent (parfois par un pacte formel, comme celui du Pardo) pour se succéder au pouvoir.
  1. Le roi charge le chef du parti "sortant" de former le gouvernement.
  2. Ce gouvernement obtient du roi le décret de dissolution des Cortès.
  3. Il organise des élections qu'il "fabrique" (via le ministre de l'Intérieur et les caciques) pour obtenir une majorité docile.
  4. Il gouverne avec cette majorité jusqu'au prochain tour convenu.
- **Conséquence :** Les élections ne sont pas l'expression de la volonté populaire, mais un rituel de confirmation d'un accord préalable entre élites. Le **"pays officiel"** (celui de Madrid et des partis) est totalement déconnecté du **"pays réel"**.

3.2 Oligarchie et Caciquisme : La Colonne Vertébrale du Régime

- **L'oligarchie :** Un petit groupe de notables (grands propriétaires, financiers, militaires, ecclésiastiques) détient le pouvoir économique et social.
- **Le cacique :** Le relais local de l'oligarchie. Personnage influent (souvent le maire, un riche propriétaire) qui contrôle les votes dans sa circonscription par un réseau de pressions, de clientélisme et de fraudes. Il est le rouage essentiel de la machine électorale.
- Ce système, dénoncé par Joaquín Costa, vide la démocratie de son sens et empêche l'émergence de partis modernes.

4 4. L'Évolution et la Crise du Système (1898-1923)

4.1 Les Trois Phases de la Restauration

1. **Règne d'Alphonse XII (1875-1885) :** Consolidation du système, prédominance conservatrice.
2. **Régence de Marie-Christine (1885-1902) :** Apogée du système. La régente joue le jeu constitutionnel. Période de gouvernement libéral (Sagasta) et de lois progressistes (association 1887, jury 1888, suffrage universel 1890).
3. **Règne d'Alphonse XIII (1902-1923) :** Désintégration progressive.
   - Le roi intervient activement en politique ("crises orientales"), dénaturant le rôle de modérateur.
   - Fragmentation des partis dynastiques après la mort de Cánovas (1897) et Sagasta (1903). Apparition de factions (mauristes, datistes...).
   - Montée de l'opposition : républicains, socialistes (PSOE fondé en 1879, UGT en 1888), nationalistes catalans (Lliga Regionalista), basques (PNV), et mouvement ouvrier anarchiste (CNT fondée en 1910).
   - **Crise de 1898 ("Désastre") :** Perte de Cuba, Porto Rico et Philippines. Discrédit du régime et montée du mouvement "régénérationniste" (critique intellectuelle).
   - **Crise de 1917 :** Conjonction de crises militaire (Juntes de Défense), politique (Assemblée de parlementaires à Barcelone) et sociale (grève générale révolutionnaire). Le système vacille mais survit provisoirement.

4.2 L'Agonie du Régime

- Le système est incapable de se réformer en profondeur. Les propositions de révision constitutionnelle (Maura, Moret) restent sans suite ou sont trop timides.
- L'agitation sociale s'intensifie (années 1910-1920 : "pistolérisme" à Barcelone, grèves).
- La guerre du Maroc (désastre d'Annual en 1921) achève de discréditer le système.

5 5. La Dictature de Primo de Rivera (1923-1930) et la Fin de la Restauration

5.1 Le Coup d'État

- Le 13 septembre 1923, le général **Miguel Primo de Rivera**, capitaine général de Catalogne, mène un coup d'État.
- Il est immédiatement soutenu par le roi Alphonse XIII, l'armée, l'Église et la bourgeoisie.
- Le roi lui confie le pouvoir, suspendant la Constitution de 1876 et dissolvant les Cortès. C'est la fin du régime parlementaire.

5.2 Nature et Évolution de la Dictature

- **Directoire militaire (1923-1925) :** Suspension des garanties, censure, création d'un parti unique (*Unión Patriótica*).
- **Directoire civil (1925-1930) :** Tentative d'institutionnalisation du régime. Primo de Rivera cherche à durer et à se doter d'une nouvelle constitution.
- **Projet de Constitution de 1929 :** Jamais promulgué. Il proposait un État autoritaire, corporatiste, avec une souveraineté de l'État et des Cortès corporatives.
- Le régime s'isole, perd le soutien de l'armée et de la bourgeoisie. Primo de Rivera démissionne en janvier 1930 et s'exile.

5.3 La Chute de la Monarchie

- Après un intérim confus (gouvernement Berenguer, "dictablanda"), les élections municipales du 12 avril 1931 se transforment en un plébiscite contre la monarchie.
- Les républicains triomphent dans les grandes villes. Alphonse XIII s'exile et la **Seconde République** est proclamée le 14 avril 1931.

6 6. Bilan de la Restauration : Un "Artifice" Politique

- **Succès temporaires :** Stabilité politique (fin des pronunciamientos), développement économique modéré (chemins de fer, mines), uvre législative et codificatrice importante (Code civil 1889).
- **Échec fondamental :** Incapacité à démocratiser réellement le pays.
  - **Régime oligarchique et excluant :** Il repose sur la fraude électorale (*caciquisme*) et exclut les masses populaires et les régionalismes.
  - **Manque de légitimité démocratique :** Le *turno* est un artifice qui empêche l'émergence d'une véritable opinion publique.
  - **Incapacité à intégrer les nouvelles forces sociales :** Le régime ne répond ni à la "question sociale" (montée du mouvement ouvrier) ni aux aspirations nationalistes.
  - **Rôle ambigu de la Couronne :** Alphonse XIII, en sortant de son rôle de modérateur, contribue à la chute du régime et de la monarchie.

Résumé : Le Régime de la Seconde République Espagnole (1931-1936/39)

Chapitre VI - Synthèse Pédagogique

Introduction Générale

La **Seconde République** (1931-1939) est la seconde tentative d'établir un régime pleinement démocratique en Espagne, après l'échec du Sexenio. Proclamée dans la liesse populaire le 14 avril 1931, elle succède à la dictature de Primo de Rivera et à la monarchie discréditée d'Alphonse XIII. Portée par une coalition républicaine et socialiste (Pacte de San Sebastián), elle aspire à moderniser en profondeur le pays sur les plans politique, social, religieux et territorial. La **Constitution de 1931**, très avancée pour son époque, en est l'instrument. Cependant, le régime sera miné dès son origine par des divisions internes, une opposition virulente des forces conservatrices et une radicalisation croissante, qui aboutiront à la guerre civile (juillet 1936).

1 1. L'Instauration de la République

1.1 Le Contexte et le Pacte de San Sebastián (1930)

— **Crise de la monarchie :** La dictature de Primo de Rivera (1923-1930) a discrédité la monarchie d'Alphonse XIII, le liant à un régime autoritaire. L'intelligentsia (Ortega y Gasset, Unamuno, etc.) et les classes moyennes urbaines se détournent du roi.

— **Pacte de San Sebastián (17 août 1930) :** Réunion de représentants de tous les partis républicains (républicains "historiques", radicaux de Lerroux, radicaux-socialistes, socialistes (PSOE/UGT), catalanistes de gauche). Ils s'accordent pour renverser la monarchie et instaurer une république. Un Comité révolutionnaire (futur gouvernement provisoire) est formé.

— **Tentative avortée et radicalisation :** La sublevación de Jaca (décembre 1930), tentative de soulèvement républicain, échoue mais galvanise l'opposition.

1.2 Les Élections Municipales du 12 Avril 1931 : Un Plébiscite

— Convoquées par l'amiral Aznar, elles sont conçues comme une étape vers des élections générales.

— La campagne se polarise sur la question du régime : Monarchie vs République.

— **Résultats :** Les monarchistes obtiennent plus de conseillers municipaux au total (grâce au poids des campagnes et au caciquisme), mais les républicains remportent une **victoire écrasante dans les grandes villes** (Madrid, Barcelone, Valence...), considérées comme le cur de l'opinion publique moderne.

— Le 14 avril, le Comité révolutionnaire prend le pouvoir sans effusion de sang. Le roi Alphonse XIII s'exile.

1.3 Le Gouvernement Provisoire

— Présidé par Niceto Alcalá-Zamora (catholique libéral), il est une coalition hétérogène (républicains de gauche et de droite, socialistes, nationalistes).

— Il adopte un **Statut Juridique** (décret) qui pose les bases du nouveau régime : respect des droits, engagement envers des réformes (agraire, militaire, scolaire), et convocation de Cortès Constituantes.

— Il prend les premières mesures importantes : réforme militaire (Azaña), premières lois sociales (Largo Caballero), reconnaissance des droits syndicaux.

2 2. La Constitution de 1931

2.1 Le Processus Constituant

— Élections aux Cortès Constituantes (28 juin 1931) au suffrage universel masculin (le suffrage féminin sera débattu plus tard). Large victoire de la coalition républicaine-socialiste.

— La Constitution est élaborée par une commission parlementaire. Les débats sont intenses, notamment sur les questions religieuse et régionale.

— Promulguée le **9 décembre 1931**. C'est une Constitution longue (125 articles), rigide (procédure de révision complexe) et novatrice.

2.2 Principes Politiques Fondamentaux

1. **Démocratie et Souveraineté Populaire :**
   — Art. 1 : "Les pouvours de tous ses organes émanent du peuple." Souveraineté populaire, rompant avec la souveraineté partagée de la Restauration.
   — **Suffrage universel** (masculin et féminin) pour les plus de 23 ans (Art. 36). L'Espagne est l'un des premiers pays d'Europe à accorder le droit de vote aux femmes (débat emblématique entre Clara Campoamor et Victoria Kent).
   — Formes de démocratie directe (initiative législative populaire, référendum abrogatoire) prévues mais rendues quasiment impraticables (15% du corps électoral requis).
2. **Libéralisme politique et social :**
   — **Déclaration extensive des droits** (Titre III) : droits civils et politiques classiques (liberté d'expression, de réunion, d'association, inviolabilité du domicile...).
   — **Nouveaux droits sociaux et économiques** (chapitre II) : droit au travail, à l'éducation, protection de la famille, sécurité sociale, droit de propriété subordonné à l'intérêt national (Art. 44).
   — **Suspension des garanties** (Art. 42) possible par le gouvernement en cas de grave danger, mais contrôlée par les Cortès (max. 30 jours). Ce mécanisme sera fragilisé par la **Loi de Défense de la République** (1931), promulguée avant la Constitution et qui lui est adjointe, permettant des restrictions de libertés.
3. **Laïcité (Aconfessionnalité) :**
   — Art. 3 : "L'État espagnol n'a pas de religion officielle." Rupture totale avec le passé.
   — **Art. 26 (le plus controversé)** :
      — Dissolution des ordres religieux imposant un vu de soumission à une autorité autre que l'État (visant les Jésuites).
      — Nationalisation de leurs biens.
      — **Interdiction aux ordres religieux d'enseigner.**
   — Liberté de conscience et de culte, sécularisation des cimetières, divorce (Art. 43).
   — Ces mesures radicales provoquent la démission d'Alcalá-Zamora et de Maura (première crise) et une opposition farouche de l'Église et des catholiques.
4. **État Intégral (Régionalisme) :**
   — Solution de compromis entre État unitaire et État fédéral (Art. 1 : "constitue un État intégral, compatible avec l'autonomie des Municipalités et des Régions").
   — Possibilité pour les régions de devenir des **régions autonomes** en élaborant un Statut d'Autonomie.
   — Procédure complexe : proposition par les municipalités, approbation par référendum régional, approbation définitive par les Cortès.
   — Répartition des compétences : exclusives à l'État, concurrentes, et possibilité pour les régions d'en assumer d'autres.
   — **Résultats :** Seuls le **Statut catalan** (1932) et le **Statut basque** (1936, en pleine guerre civile) seront approuvés. Le galicien reste en projet.
5. **Économie mixte et interventionniste :**

- Art. 44 : "Toute la richesse du pays, quel qu'en soit le propriétaire, est subordonnée aux intérêts de l'économie nationale." Possibilité d'expropriation pour cause d'utilité sociale (avec indemnisation).
- Art. 46 : Protection du travail, assurances sociales.
- Art. 47 : Base pour une **Réforme Agraire** (subordination de la propriété foncière à l'intérêt social). La loi de réforme agraire sera votée en 1932.

3 3. Les Organes Constitutionnels : Un Parlementarisme "Atrophié"

3.1 Les Cortès (Monocamérales)

- Choix du monocaméralisme pour éviter le conservatisme d'une seconde chambre (comme le Sénat de la Restauration).
- Élues pour 4 ans au suffrage universel.
- **Diputación Permanente :** Assure la continuité parlementaire entre les sessions et après une dissolution.
- **Fonctions :** Législative (initiative partagée avec le gouvernement), budgétaire, contrôle du gouvernement (interpellations, motions de censure).

3.2 Le Président de la République

- Chef de l'État, élu pour 6 ans par un collège électoral composé des députés et d'un nombre égal de compromissaires élus au suffrage universel (compromis entre élection directe et parlementaire).
- **Pouvoirs importants mais contrôlés :**
  - Nomme et révoque le Président du Gouvernement.
  - Droit de **veto suspensif** (peut demander une nouvelle délibération, mais doit promulguer si la loi est votée à la majorité des 2/3).
  - Peut dissoudre les Cortès (maximum deux fois durant son mandat). La seconde dissolution est soumise à l'approbation des nouvelles Cortès, qui peuvent le destituer.
  - Peut suspendre les sessions des Cortès (dans certaines limites).
- **Responsabilité :** Politiquement responsable (peut être destitué par les Cortès et le collège électoral) et pénalement (jugé par le Tribunal des Garanties Constitutionnelles).

3.3 Le Gouvernement et le Président du Gouvernement

- Le Président du Gouvernement est la pièce maîtresse (modèle du chancelier allemand). Il est nommé par le Président de la République.
- **Double confiance :** Doit avoir la confiance du Président de la République et des Cortès.
- **Mécanismes de contrôle :**
  - **Motion de censure (Art. 64) :** Nécessite 50 députés, un délai de 5 jours, et la majorité absolue pour être adoptée. C'est le seul mécanisme explicite.
  - **Question de confiance :** Peut être posée par le gouvernement.
- La pratique déviera : le groupe socialiste tentera d'utiliser une "motion de défiance" non prévue pour contourner les règles strictes de la motion de censure, créant une instabilité.

3.4 Le Tribunal des Garanties Constitutionnelles

- Première expérience de justice constitutionnelle en Espagne (inspiré du modèle autrichien de Kelsen).
- **Composition complexe :** Président nommé par les Cortès, représentants des régions autonomes, des Facultés de Droit, des Collèges d'Avocats, etc.
- **Compétences étendues :**
  - Recours en inconstitutionnalité des lois.

    - Recours en amparo (pour violation des droits fondamentaux).
    - Conflits de compétences entre l'État et les régions.
    - Jugement de la responsabilité criminelle du Président de la République, des ministres, des magistrats du Tribunal Suprême.
- Son fonctionnement sera critiqué et politisé.

4 4. Le Développement Législatif et les Grandes Réformes

La Constitution est complétée par des lois majeures :

- **Loi de Réforme Agraire (1932) :** Visait à exproprier (avec indemnisation) les grandes propriétés non exploitées pour redistribuer les terres aux paysans. Appliquée trop lentement et avec des moyens insuffisants, elle suscite l'espoir des paysans et la colère des grands propriétaires.
- **Loi des Confessions et Congrégations Religieuses (1933) :** Développe l'Art. 26, interdisant l'enseignement aux ordres religieux.
- **Statut d'Autonomie de la Catalogne (1932) :** La Generalitat est restaurée.
- **Réforme militaire (Azaña) :** Réduction du nombre de divisions, mise à la retraite des officiers douteux, création de la Garde d'assaut (police républicaine).
- **Réforme de l'enseignement :** Création de milliers d'écoles, missions pédagogiques.

5 5. La Vie Politique et la Crise Permanente (1931-1936)

5.1 Le Premier Bienio (1931-1933) : Réformateur (Gauche)

- Gouvernements Azaña (républicain de gauche) avec le soutien des socialistes.
- Période de grandes réformes (constitution, agraire, militaire, catalane, laïque).
- **Oppositions :** Loi de défense de la République utilisée contre les monarchistes et les anarchistes. Tensions sociales croissantes (grèves, insurrections anarchistes comme à Casas Viejas en 1933).
- Usure de la coalition et mécontentement des classes moyennes.
- Élections de novembre 1933 : Victoire des droites.

5.2 Le Deuxième Bienio (1934-1935) : "Bienio Noir" (Droite)

- Gouvernements du Parti Radical (Lerroux) soutenus par la **CEDA** (Confédération Espagnole des Droites Autonomes, Gil Robles), parti catholique et conservateur.
- **"Contre-réforme" :** Paralysie ou abrogation des réformes du premier bienio (réforme agraire, législation religieuse). Tensions avec la Catalogne.
- **Révolution d'Octobre 1934 :** Réaction de la gauche (socialistes, communistes, anarchistes) à l'entrée de ministres de la CEDA au gouvernement. Insurrection durement réprimée (surtout dans les Asturies).
- Scandales de corruption (Straperlo, Tayá...) discréditent le Parti Radical.
- Élections de février 1936 : Victoire serrée du **Frente Popular** (coalition de gauche).

5.3 Le Frente Popular et la Guerre Civile (1936)

- Le Front Populaire (républicains de gauche, socialistes, communistes) restaure la Constitution et accélère les réformes (réforme agraire, autonomies).
- Radicalisation du climat politique : violence de rue, grèves, occupations de terres.
- Destitution du Président Alcalá-Zamora (avril 1936) par les Cortès, remplacé par Azaña.
- Le complot militaire contre la République se prépare.
- **Soulèvement militaire (17-18 juillet 1936) :** Échec du coup d'État, mais début de la guerre civile (1936-1939). La République, bien que légalement en place, sombre dans la guerre et la révolution sociale, avant d'être vaincue par les nationalistes de Franco.

6 6. Bilan et Signification de la Seconde République

- **Une tentative de modernisation démocratique :** La République a introduit pour la première fois en Espagne un régime pleinement démocratique avec une constitution sociale et des droits étendus. Elle a légalisé les forces ouvrières, reconnu les autonomies régionales, et séparé l'Église et l'État.
- **Un régime miné par les contradictions :**
  - **Un système de partis fragmenté :** Instabilité gouvernementale chronique (17 crises en 5 ans), difficulté à dégager des majorités stables.
  - **Une polarisation extrême :** La "question religieuse" et la "question sociale" créent deux Espagnes irréconciliables. La droite ne se sent pas représentée par le nouveau régime (manque de légitimité initiale) ; la gauche est déçue par la lenteur des réformes.
  - **Une pratique parlementaire dévoyée :** Abandons de séance, contestation de la légitimité des lois, utilisation des institutions contre le régime (menaces de la CEDA, révolution d'octobre 1934).
  - **Un contexte international difficile :** Crise économique mondiale, montée des fascismes en Europe.
- **Héritage :** La Seconde République reste un mythe fondateur pour la gauche espagnole et un modèle de démocratie avancée. Son échec tragique, suivi de la dictature franquiste, a profondément marqué l'Espagne contemporaine.

Tableau Récapitulatif des Périodes

Période	**Gouvernement**	**Caractéristiques**
Avril-déc. 1931	Provisoire	Mise en place, réformes urgentes, Constitution.
1931-1933 (Bienio I)	Gauche (Azaña)	Grandes réformes, tensions sociales.
1933-1935 (Bienio II)	Droite (Radicaux + CEDA)	"Contre-réforme", Révolution d'Octobre 34.
Fév.-juil. 1936	Front Populaire	Accélération des réformes, radicalisation, putsch.

Résumé : Le Régime Politique Franquiste (1936-1975)

Chapitre VII - Synthèse Pédagogique

Introduction Générale

Le régime du général Franco, issu de la guerre civile (1936-1939), a duré près de quarante ans. Il a fait l'objet de peu d'études approfondies, surtout pendant son existence, où dominaient le panégyrique et le pamphlet clandestin. Ce n'est qu'à partir de sa phase finale (années 1960) que des analyses plus sérieuses ont émergé. Ce chapitre se concentre sur la caractérisation du régime et son évolution, en soulignant que ses **Lois Fondamentales** n'ont jamais réellement limité le pouvoir politique.

1 1. Évolution Historique du Régime

L'évolution peut être divisée en quatre grandes périodes, influencées par des facteurs internes et internationaux.

1.1 Période 1 : Guerre et Totalitarisme (1936-1942)

- **Contexte :** Issue de la guerre civile, le régime naît dans un **vide institutionnel** comblé par les vainqueurs. Pas de Constitution, mais une concentration des pouvoirs.
- **Institutions clés :**
  - **Junta de Defensa Nacional** (1936) : premier organe des insurgés.
  - **Nomination de Franco :** Décret du 29 septembre 1936 le nomme **Chef du Gouvernement de l'État espagnol** et **Généralissime**, avec "tous les pouvoirs".
  - **Décret d'unification (19 avril 1937) :** Fusion de la Phalange et des traditionalistes en un parti unique : *Falange Española Tradicionalista y de las JONS*, appelé le **Mouvement**. Franco en est le **Caudillo** (Chef suprême), responsable "devant Dieu et devant l'Histoire".
  - **Lois de 1938 et 1939 :** Affirment la **puissance législative exclusive** du Chef de l'État et mettent en place un gouvernement.
- **Politique sociale et syndicale :**
  - **Fuero del Trabajo (1938) :** Inspiré du fascisme italien, il interdit les grèves, supprime les syndicats libres et crée un **syndicat vertical unique et obligatoire** (patrons et ouvriers), dirigé par des militants du parti unique.
- **Répression :**
  - **Loi de Presse (1938) :** Censure préalable stricte.
  - **Loi de Responsabilités Politiques (1939) :** Épuration massive, emprisonnements, exil.
  - **Loi de Sûreté de l'État (1941) :** Renforce la répression.
- **Caractéristiques :**
  - **Totalitarisme/fascisme :** Monisme politique, concentration des pouvoirs, appareil répressif.
  - **Piliers :** Armée, Église, Mouvement (phalangistes, carlistes). Franco assure un équilibre entre ces forces.
  - **Politique étrangère :** Non-belligérance puis envoi de la *División Azul* aux côtés de l'Allemagne nazie (1941).

1.2 Période 2 : Adaptation et Isolement (1942-1955)

- **Contexte :** Tournant de la Seconde Guerre mondiale en faveur des Alliés. Franco cherche à se rapprocher d'eux.
- **Mesures de "défascisation" :**
  - **Loi constitutive des Cortès (1942) :** Crée des **Cortès** non pas comme parlement, mais comme organe **collaborateur** du Chef de l'État (pas de pouvoir législatif propre).
  - **Fuero de los Españoles (1945) :** Fausse déclaration des droits. Non directement applicable, ne reconnaît ni la liberté syndicale, ni le droit de grève, ni la liberté religieuse (confessionnalité de l'État). Suspendable par simple décret.
  - **Loi du Référendum National (1945) :** Permet au Chef de l'État de soumettre des projets à référendum (utilisé en 1947 et 1966, sans pluralisme réel).
  - **Loi de Succession (1947) :**
    - Déclare l'Espagne **Royaume** (catholique, social et représentatif).
    - Confie la **Jefatura del Estado** à Franco à vie.
    - Institue un mécanisme de succession (Conseil du Royaume, Conseil de Régence) pour préparer l'après-Franco.
    - Élève ces textes au rang de **Lois Fondamentales**.
- **Isolement international (1946-1950) :** L'ONU recommande le retrait des ambassadeurs. Franco répond par l'autarcie économique et l'anticommunisme.
- **Fin de l'isolement :** Guerre froide, accord avec les États-Unis (1953) et Concordat avec le Vatican (1953).

1.3 Période 3 : Développement Économique et Technocratie (1955-1966)

- **Crise interne (1956-1957) :** Affrontement entre partisans de l'autarcie et partisans d'une ouverture économique libérale.
- **Arrivée des technocrates :** Victoire des seconds, entrée de technocrates liés à l'Opus Dei. Politique de **développement économique** (Plan de Stabilisation 1959, Plans de Développement).
- **Législation :**
  - **Loi des Principes Fondamentaux du Mouvement (1958) :** Synthèse des textes antérieurs, déclare les principes "permanents et inaltérables". En réalité, elle sert de façade à l'abandon de l'idéologie autarcique.
  - Modernisation administrative (lois sur la procédure administrative, juridiction contentieuse, etc.).
  - Loi de Presse (1966) : relative libéralisation (suppression de la censure préalable, mais pas de liberté totale).
- **Caractéristiques :** "Franquisme techno-pragmatique". Moins d'idéologie, priorité à la croissance et à la société de consommation. Appel à la "majorité silencieuse".

1.4 Période 4 : Crise et Agonie du Régime (1967-1975)

- **Loi Organique de l'État (1967) :**
  - Dernière loi fondamentale. Vise à institutionnaliser le régime pour l'après-Franco.
  - **Innovations :** Reconnaît un pouvoir législatif partagé entre les Cortès et le Chef de l'État ; crée un **recours de contrafuero** (défense des lois fondamentales) ; sépare nominalement les fonctions de Chef de l'État et de Chef du gouvernement (en 1973).
  - **Limites :** Maintient les pleins pouvoirs de Franco (lois de 1938/39 toujours en vigueur). Le recours de contrafuero est inefficace (un seul succès en dix ans).
- **Tensions croissantes :**
  - **Décalage entre économie et politique :** Une société plus moderne aspire à plus de libertés. Grèves illégales mais massives.
  - **Distance de l'Église :** Suite au Concile Vatican II, l'Église se détache du régime (critiques de la Conférence épiscopale).

  - **Terrorisme et répression :** ETA, Processus de Burgos (1970). États d'exception répétés (le Fuero est suspendu 11 fois entre 1956 et 1975).
  - **Crise économique de 1973.**
- **Désignation du successeur :** En 1969, Franco désigne **Juan Carlos de Borbón** comme son successeur, avec le titre de **Prince d'Espagne**.
- **Désignation d'un Président du Gouvernement :** En 1973, Franco nomme l'amiral **Carrero Blanco** à ce poste (séparation des fonctions). Carrero est assassiné par ETA en décembre 1973.
- **Fin du régime :** Mort de Franco le **20 novembre 1975**. Le régime s'effondre rapidement, ouvrant la voie à la Transition démocratique.

2 2. Institutions Politiques du Régime

2.1 La Jefatura del Estado (Chef de l'État)

Cinq modalités étaient prévues, mais seule la première a réellement fonctionné.

1. **Jefatura extraordinaria de Franco :** Cumul de toutes les fonctions (Chef de l'État, du Gouvernement, Généralissime, Caudillo du Mouvement). Pouvoir absolu, législatif, sans contrôle. "Irrepetible".
2. **Jefatura intérimaire du successeur :** Prévue par la loi de 1971 en cas d'absence ou maladie de Franco (exercée deux fois).
3. **Jefatura du Conseil de Régence :** Devait assumer l'intérim à la mort de Franco jusqu'à la proclamation du successeur.
4. **Jefatura ordinaire par un Roi :** Prévue pour l'après-Franco, mais définie par les Lois Fondamentales comme "traditionnelle, catholique, sociale et représentative". La personne devait être catholique, espagnole, de plus de 30 ans et de lignée royale (sans droits dynastiques reconnus). Les pouvoirs du roi (selon la LOE) étaient étendus : nomination du Président du Gouvernement, veto des lois, mesures exceptionnelles, etc.
5. **Jefatura ordinaire par un Régent :** Cas où le successeur n'aurait pas été proclamé.

2.2 Le Conseil du Royaume

- **Composition :** Présidé par le Président des Cortès, membres natifs (Présidents du TS, du Conseil d'État, etc.) et électifs (représentants des différents "courants" corporatifs).
- **Fonctions :** Suprême organe consultatif du Chef de l'État. Établissait des listes de trois noms (*ternas*) pour les nominations aux hautes fonctions (Président du Gouvernement, des Cortès, etc.). En pratique, il savait qui Franco voulait nommer.

2.3 Les Cortès

- **Loi de 1942 :** Organe **collaborateur**, pas législatif. Composition corporative (famille, commune, syndicat). La loi de 1947 leur donne un rôle dans la succession et la réforme des Lois Fondamentales.
- **Loi Organique de l'État (1967) :** Leur reconnaît un **pouvoir législatif partagé** avec le Chef de l'État, mais pas de contrôle sur le gouvernement (pas de motion de censure).

2.4 Le Gouvernement

- Simple appendice de la Jefatura. Jusqu'en 1973, Franco cumule les deux fonctions. Après, le Président est nommé et révoqué par Franco, qui préside toujours les réunions.

2.5 L'Administration de la Justice

- **Absence d'indépendance :** Juges contrôlés par l'exécutif (Conseil judiciaire de 1952).
- **Absence d'unité juridictionnelle :** Multiplicité des juridictions spéciales (militaire, ecclésiastique, ordre public, etc.). Le *Tribunal de Orden Público* (1963) réprimait les délits politiques.

3 3. Nature des Lois Fondamentales

3.1 Une non-constitution

— Elles n'ont pas de **caractère constitutionnel** au sens formel (garantie des droits, séparation des pouvoirs). Le pouvoir réel était concentré dans des textes infra-législatifs (décrets de 1936, 1937, 1938, 1939) non reconnus comme fondamentaux.
— Leur **effectivité** était limitée : beaucoup de droits étaient suspendus ou renvoyaient à des lois de développement jamais promulguées. La jurisprudence refusait souvent leur application directe.

3.2 La défense du rang : le recours de contrafuero

— Institué par la LOE (1967) pour protéger les Lois Fondamentales contre les normes inférieures.
— Initiative réservée au Conseil National du Mouvement ou à la Commission Permanente des Cortès. Décision finale du Chef de l'État. **Inefficace** (un seul recours admis en dix ans).

3.3 Rigidité et intangibilité des Principes

— Procédure complexe de révision (majorité des 2/3 aux Cortès + référendum).
— Les **Principes Fondamentaux du Mouvement** (1958) étaient déclarés **inaltérables**. Débat théorique sur leur révision, tranché après la mort de Franco par leur modification de fait (loi pour la Réforme Politique de 1976).

4 4. Nature du Régime : Un Débat Historiographique

4.1 Une multitude de qualificatifs

Les auteurs ont proposé de nombreuses étiquettes : totalitaire, fasciste, dictature militaire, autoritaire, bonapartiste, césariste, bismarckien, etc. La définition officielle (Loi de Succession) était "État catholique, social et représentatif constitué en Royaume".

4.2 Thèse du régime autoritaire (J. Linz)

— Linz définit l'autoritarisme comme un système à **pluralisme limité et non responsable**, sans idéologie directrice mais avec une "mentalité" spécifique, et une mobilisation politique limitée.
— Critiques : ce concept est trop fonctionnaliste, ignore la fonction de répression sociale, et a pu être récupéré idéologiquement par le régime. Le "pluralisme limité" est un euphémisme pour décrire un système monolithique.

4.3 Thèse du régime fasciste (défendue par le résumé)

— Beaucoup d'auteurs limitent le fascisme à la première période (1936-1942). Mais le résumé soutient que le régime a conservé son **identité d'origine** tout au long de son existence, s'adaptant sans changer de nature.
— **Éléments fascistes permanents :**
  — Monisme politique exclusif (parti unique, Mouvement).
  — Concentration des pouvoirs dans un Caudillo charismatique.
  — Anticommunisme, antilibéralisme, "anticapitalisme" rhétorique.
  — **National-catholicisme**.
  — Répression des libertés.
  — Organisation corporative de la société.
  — Conception hiérarchique de la vie sociale.
  — Nationalisme espagnoliste niant les nationalismes périphériques.
— Les évolutions (technocratie, ouverture économique, adoucissement des formes) sont des **adaptations pour survivre**, pas un renoncement à l'essence fasciste. Le régime est resté "une dictature tempérée par l'incorrection généralisée de la loi".